

Brochure n° 3617

Convention collective nationale

ENTREPRISES DU PAYSAGE

(Salariés non cadres)

(2^e édition. – Juin 2005)

AVENANT N° 14 DU 7 JUILLET 2005

RELATIF À L'INDEMNISATION POUR GRANDS DÉPLACEMENTS

NOR : *AGRS0597117M*

Entre :

L'union nationale des entrepreneurs du paysage (UNEP) ;

Le syndicat national des paysagistes d'intérieur (SNPI) ;

Le syndicat national des entreprises d'engazonnement par projection (SNEEP) ;

L'association des applicateurs professionnels phytopharmaceutiques (AAPP),

D'une part, et

La confédération française de l'encadrement (CFE) CGC ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture (FSCOPA) CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 28 de la convention collective sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 28

Indemnisation pour grands déplacements

a) Est réputé constituer un grand déplacement celui qui ne permet pas aux salariés de regagner leur domicile ou celui qui les éloigne de plus de 100 kilomètres du siège, de l'agence ou du bureau.

b) Les frais exposés par les salariés à l'occasion du déplacement sont remboursés par l'employeur sur présentation de justificatifs et en fonction des indications données par celui-ci pour les dépenses de logement et de nourriture.

A défaut, le remboursement de ces frais est opéré sur une base forfaitaire égale par jour à la valeur de 16 fois le minimum garanti en vigueur au dernier 1^{er} juillet.

c) Le temps de déplacement professionnel pour se rendre sur le lieu d'exécution du contrat de travail soit le chantier n'est pas un temps de travail effectif.

Toutefois, les salariés perçoivent une contrepartie soit sous forme de repos, soit sous forme financière, déterminée par accord collectif d'entreprise ou, à défaut, par décision unilatérale de l'employeur après consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel s'ils existent.

Lorsque la contrepartie est versée sous forme financière, elle doit en tout état de cause être égale à au moins 6,5 fois le minimum garanti en vigueur au dernier 1^{er} juillet.

Lorsque la contrepartie est versée sous forme de repos, ce repos doit en tout état de cause être égal au moins à 2 heures et peut alimenter un compte épargne temps.

Les contreparties visées ci-dessus s'entendent pour un grand déplacement aller/retour.

d) Pour les déplacements effectués à l'intérieur de la métropole, les salariés ont droit une fois par semaine à un voyage aller et retour, remboursé par l'employeur sur présentation du justificatif et sur la base du tarif SNCF de seconde classe.

Article 2

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Cachan, le 7 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)